

# Prix des carburants : Fabien Roussel au péage de Senlis appelle à la mobilisation

10 min · Parti Communiste Français

---

Vous êtes candidat du Parti communiste à l'élection présidentielle. En direct, ce matin, du pH de Chamans -Sanlis en Loise, où vous menez actuellement une opération coup de poing avec plusieurs dizaines de membres de votre formation politique. Quel est Fabien Roussel, ce matin, le message principal que vous souhaitez faire passer ?

Nous sommes ici sur le pH de Sanlis avec les élus communistes, les militants du Parti communiste de Loise, parce qu'effectivement, nous appelons les Français à se mobiliser et nous voulons leur dire qu'il y a des choix possibles aujourd'hui pour faire baisser les prix de l'essence. C'est possible parce que la fiscalité sur l'essence, elle est très importante en France. 60 % de taxes, nous demandons au gouvernement de baisser la TVA sur l'essence, mais aussi de supprimer les certificats d'énergie que le gouvernement a mis en place au début d'année et qui pèsent pour 15 centimes. Donc déjà, ça, on peut le faire. Et puis ensuite, il y a une action à faire en direction de Total qui a le monopole de la distribution de l'essence. C'est Total qui distribue aussi aux grandes surfaces, à Leclerc et aux autres, et qui distribue son essence très très cher, d'abord parce qu'il est cher à cause des guerres, mais aussi parce que Total se fait des marges énormes, 11 milliards d'euros de bénéfices, rien que sur le premier semestre de 2026, sur le dos de la guerre, des guerres. Et c'est pour ça que nous demandons au gouvernement d'agir auprès de Total pour pouvoir récupérer une part de ses bénéfices, d'imposer à Total de rogner sur ses marges, bref, d'agir en direction de ce grand groupe français. Tout ça pour dire que si les guerres ont une part de responsabilité dans la hausse du prix de l'essence, en tout cas, la France peut agir en France, ici, sur le poids de l'essence, sur le poids de la fiscalité et la baisser immédiatement. Bien sûr, moi j'attends aussi le gouvernement français et le président de la République.

Le gouvernement réfléchit à étendre ou à augmenter la prime grand rouleur qui est actuellement une aide aux alentours de 100 euros réservés aux actifs sous un certain seuil de revenus. C'est assez ?

Non, ce n'est pas assez. D'ailleurs, les Français, vous les écoutez, comme moi, beaucoup n'ont pas le droit à ces aides. Elles sont réduites. Ceux qui n'y ont droit ont du mal à y avoir accès. Bref, ça c'est de la politique des petits chèques et ça ne fait pas avancer le schmilblick. Ce qu'il faut, c'est que tous les Français, les travailleurs, les salariés, les aides à domicile, toutes celles et ceux qui n'ont pas le choix que de prendre leur voiture pour pouvoir se déplacer, parce qu'ils habitent à la campagne, parce que le travail est éloigné de chez eux, parce qu'il n'y a pas les transports en commun. Tous ceux-là ont besoin d'avoir accès à une essence moins chère. Et puis, il n'y a pas que les rouleurs. Moi, je pense à tous ceux qui sont dans des logements sociaux. Vous allez voir que les prix des loyers qui ont déjà explosé depuis la guerre en Ukraine vont exploser cet hiver parce que les prix du gaz continuent d'augmenter. Le gouvernement prévoit encore d'augmenter les prix du gaz. Je demande le blocage des prix des loyers, notamment pour toutes celles et ceux qui sont en HLM aujourd'hui, pour ne pas faire peser sur les retraités, sur les familles, une hausse des loyers qu'ils ne pourront pas assumer. Les impayés pour loyers ont doublé cette année à cause notamment des prix de l'énergie. Donc, vous voyez que la facture énergétique, ce n'est pas que l'essence, c'est le gaz aussi. Et il faut que le gouvernement agisse fortement dessus. Et puis, il y a tous ceux qui se chauffent au fuel. Et ceux-là vont voir aussi la facture énergétique gonfler. Il faut protéger tous les Français. Le gouvernement a les moyens d'agir. Et c'est pour ça que nous, nous agissons tout de

suite. Je ne veux pas attendre des élections présidentielles. Je veux que le gouvernement agisse maintenant. Hier

soir, Fabien Roussel, le gouvernement allemand a annoncé une baisse massive des taxes sur le carburant et a également dit préparer un plafonnement des tarifs pour le début de l'année prochaine. Vous demandez au gouvernement de faire de même, en clair.

Bien sûr. Et le gouvernement allemand fait partie de ces pays qui font la démonstration que c'est possible. Et donc, le gouvernement français peut agir de la même manière. Baisser les taxes, bloquer les prix, agir sur les entreprises qui distribuent et raffinent comme total. Et d'ailleurs, il y a plusieurs pays... L'économie allemande et l'économie française, ce n'est pas exactement la même chose

en ce moment. Le déficit allemand est deux fois inférieur au nôtre. Donc peut-être peuvent-ils se permettre davantage de mesures. Ah,

mais... Ça, vous avez raison. Mais c'est aussi la conséquence de choix politiques, de mauvais choix politiques qui ont été faits en France et qui ont fait que la France s'est appauvrie parce que la France, tous les ans, elle fait le choix de faire 60 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux grandes fortunes, aux grandes multinationales, dont on a baissé les impôts sur les dividendes, sur les bénéfices, etc. Je ne vais pas vous refaire le descriptif. Mais bref, la France s'est appauvrie elle-même parce que ces gouvernements ont fait le choix de baisser les impôts et les taxes sur les plus riches. Et c'est nous, les Français, qui les payons derrière. Mais chez nous, en France, comment financerait-on alors cette

baisse des taxes sur les carburants que vous appelez de vos vœux

? D'abord, une baisse de la TVA sur l'essence, ça coûte 10 milliards d'euros. C'est même pas le montant des bénéfices réalisés par total sur un semestre. Et donc vous voyez bien que là, entre les marges de total et le coût d'une baisse de la TVA, il y a tout de suite de quoi financer une baisse du prix de l'essence. Et puis ces certificats d'énergie que le gouvernement a mis en place sur le prix de l'essence, depuis le 1er janvier, le gouvernement peut décider de les retirer, il peut le faire. Vous êtes pour leur suppression, comme l'est aussi, par

exemple, Bruno Rotailol, lui aussi candidat à l'élection présidentielle, candidat LR, les certificats d'économie d'énergie. Oui,

bien sûr. Nous sommes plusieurs responsables politiques de gauche, de droite, à demander la suppression de ces certificats d'énergie. Oui, bien sûr, parce que ce sont des taxes nouvelles qui ont été ajoutées par le gouvernement. C'est toujours les mêmes qui payent. C'est ça que les Français ne supportent plus. C'est les travailleurs, c'est les retraités, c'est les gens malades. C'est ceux qui, quelque part, contribuent à la richesse du pays et qui, derrière, se font taper dans le porte-monnaie. On n'en peut plus. On veut pouvoir vivre, vivre de notre travail. Par contre, ceux qui gagnent beaucoup d'argent, vous avez vu cette étude, il y a eu 61 milliards d'euros de dividendes versés en un trimestre par les grands groupes du CAC 40. Ces dividendes -là, eux, ils ont bénéficié de cadeaux fiscaux. Ils payent moins d'impôts que nous nous en payons en pourcentage. C'est pour cela que nous demandons qu'il faut aller chercher l'argent là où il existe. Mais plus dans nos poches. Les Français ne supportent plus ça. La colère est grande. C'est pour ça que nous sommes là aujourd'hui. Nous voulons agir maintenant. Nous appelons les Français à agir partout. Le Parti communiste français va prendre des initiatives dans les jours, dans les semaines qui viennent, partout pour pouvoir appeler aux mobilisations les plus larges. J'espère que nous serons nombreux le 29 septembre prochain pour demander des hausses de salaire, le maintien des emplois, une vie digne

pour tout le monde et pour ceux qui travaillent, notamment vivre dignement. C'est tout ce que nous demandons. Nous voulons la paix. C'est d'abord les guerres qui provoquent ces situations et nous demandons à ce que la France agisse pour qu'on puisse mettre fin aux conflits en Ukraine et qu'on puisse réouvrir les voies d'approvisionnement en pétrole, notamment au Moyen-Orient. Ce combat pour la paix est essentiel et nous voulons mener ces deux combats, celui de l'énergie et celui de la

paix. Fabien Roussel, puisque vous parlez d'énergie et que vous proposez de supprimer les certificats d'économie d'énergie, en effet, 15 centimes par litre sur le carburant, est-ce que vous demandez aussi finalement d'abandonner les ambitions écologistes parce que ces certificats d'économie d'énergie, ils vont intégralement au financement des aides pour passer à l'électricité par exemple

? Alors d'abord, je suis pour augmenter les financements en faveur de la transition écologique. Et aujourd'hui, il faut faire plus. Mais je ne suis pas d'accord pour que ce soit encore une fois sur le dos des travailleurs, des retraités, des familles que nous finançons cet effort qui est important. D'autres choix sont à faire et c'est la raison pour laquelle nous nous demandons à ce qu'il y ait un grand emprunt avec notamment la CDC, un grand emprunt pour financer la transition écologique. C'est le plan de relance que nous proposons pour justement redynamiser l'économie française, investir. Il faut isoler les bâtiments, les logements sociaux, il faut relancer le bâtiment. Quand le bâtiment va, tout va. Il y a un grand chantier à faire de ce côté-là. Il y a la construction de centrales nucléaires, des énergies renouvelables, des grands chantiers à financer et c'est pour ça qu'en faisant un grand emprunt nous pouvons prêter à taux zéro à toutes ces entreprises pour financer ces grands travaux et ce n'est pas aux Français à le payer. Je préfère faire un grand emprunt sur 50 ans comme ça a été fait par le passé. Comme le fait d'ailleurs l'Allemagne, elle aussi a fait le choix d'un grand emprunt pour pouvoir financer ces travaux en infrastructure. La France devrait faire la même chose pour pouvoir financer sa transition écologique. Il faut arrêter de prendre de l'argent aux Français et il faut même augmenter leur salaire, augmenter leur retraite, ça participera à la relance de l'économie et à faire rentrer des recettes dans les caisses de l'État. La politique de l'offre ne marche plus. Il faut une politique de relance aujourd'hui.

Pour terminer, Fabien Roussel, on est bien d'accord ce matin sur BFMTV, vous renouvez votre appel aux Français à se mobiliser contre l'inflation et en particulier contre l'explosion des prix des carburants, appel aux Français à manifester sur les ronds-points et autres.

Tout à fait, nous appelons les Français à ne pas se laisser faire. Il faut agir sur les choix du gouvernement à un moment où le budget va arriver en discussion au Parlement. Si on écoute le gouvernement, il n'y a pas d'autre choix à faire, il faut tous payer, les retraités, 6 milliards d'euros, les gens... de plus de 2 milliards d'euros les fonctionnaires gel du point d'indice pour toutes les catégories c'il y en a plus de 2 millions je peux vous dire ce sont ceux qui ont les salaires les plus bas parmi les agents publics tout cela n'est pas acceptable donc oui nous appelons à nous mobiliser dès aujourd'hui pour baisser les prix de l'essence les prix des factures de gaz d'électricité et faire en sorte que l'on puisse vivre dignement de notre travail et de notre retraite

Merci Fabien Roussel d'avoir été en direct avec nous dans BFMDirect ce matin sur BFM TV